

Monnaie et capacité de financement entre le théorique et la pratique

Réflexion critique sur l'application pratique d'un modèle théorique: le cas du modèle monétaire du FMI en relation avec le contexte algérien

Résumé

L'application du modèle FMI favorise-t-elle une régulation de l'économie conforme au bien-être général de l'Algérie, qui passe obligatoirement par sa capacité de financement des investissements et sa politique de répartition des revenus?

Dans le cadre de sa transition à l'économie de marché, qui exige son désendettement progressif, l'Algérie a été amenée à appliquer le programme d'ajustement du FMI. Or, le modèle monétaire sur lequel se base le FMI est, en raison de ses hypothèses, à la fois keynésien et monétariste. C'est à partir de l'analyse de ces deux aspects que nous pourrions statuer sur l'efficacité des méthodes de régulation financière appliquées.

Les résultats obtenus dans cet article corroborent les données officielles. Les entrées nettes de capitaux non bancaires sont négatives, ce qui met en doute l'éligibilité de l'Algérie à d'autres crédits extérieurs ou à l'attraction des investisseurs étrangers. De plus, depuis quelques années, l'État providence cède la place à un état grevé de dettes.

Seul le recours à la planche à billets, hélas, demeurerait à la portée des PVD comme l'Algérie. Ni la régulation macro-économique, ni la lutte contre les inégalités, ne sera plus possible sans que le gouvernement retrouve la maîtrise des dépenses publiques.

S. BOUMENDJEL

M. SARI

Faculté des Sciences
Economiques et de Gestion
Université Badji Mokhtar
Annaba, Algérie

ملخص

في إطار انتقالها من الاقتصاد الموجه نحو اقتصاد السوق والذي يتطلب التخلص في الاستدانة تدريجيا، اضطرت الجزائر إلى تطبيق برنامج التسوية لصندوق FMI.

غير أن النموذج المالي الذي يركز عليه صندوق النقد الدولي فهو كينزي ومالي تبعا لتوقعاته. فانطلاقا من تحليل هاتين الحالتين نستطيع التحكم في فعالية الطرق المستخدمة على مستوى التنظيم المالي.

Le développement économique n'est pas la croissance, mais sans celle-ci, celui-là ne peut avoir lieu. Or, il n'y a pas de doute que la croissance se fonde impérativement sur l'investissement productif, fut-il public ou privé, national ou étranger. Pour le moment, en Algérie, l'épargne privée étant absente ou frileuse, seul l'investissement national public a vraiment un rôle à jouer encore.

Il est non moins vrai que ce type d'investissements est bien souvent orienté vers les branches et secteurs producteurs de biens et services indivisibles, dont les coûts surpassent les capacités de financement des investisseurs algériens privés et qui, surtout, favorisent la consommation sans retour, dite du « Free Rider ». Aussi, dans le contexte actuel sur lequel plane toujours l'ombre de

la dette extérieure, ne doit-on pas dire que c'est la capacité de financement de l'État qui est en question ?

Notre analyse de la situation économique et sociale de notre pays [Magistère sur le Modèle de Consommation Algérien des années 70-80 et Thèse d'état sur le Développement économique et la Répartition du Revenu national] nous amène à admettre le fait que l'Algérie est loin du maintien d'un ratio « Dette publique / PIB » constant dans un contexte de faible inflation et en laissant le marché déterminer les taux d'intérêt.

L'application du programme soutenu par le FMI, au cours de la seconde moitié des années 90, a donné, certes, des résultats mais qui [d'après les Rapports du C.N.E.S lui même] demeurent en deçà des objectifs, tant sur le plan du budget que sur celui de la maîtrise monétaire. Ne suffit-il pas de s'y reporter pour s'en rendre compte ? Y-a-il adéquation entre les résultats obtenus par le fonctionnement du système national et le modèle théorique du FMI, censé ramener l'équilibre ?

Notre objectif est de tenter de répondre à ce type de questionnement sans pour autant parvenir à des certitudes absolues, car non seulement celles-ci nécessiteraient des données plus complètes et plus étalées dans le temps, mais elles nous imposeraient aussi une recherche qu'un tel article ne pourra contenir à lui seul. Nous nous limiterons aux années centrales de la décennie 90, pour lesquelles nous disposons du maximum d'informations, avec l'hypothèse de leur éventuelle représentativité de l'ensemble de la période.

Dans un premier temps, notre étude sera entièrement consacrée à l'analyse du noyau central de notre problématique, qui est la monnaie elle-même. Au cours de la seconde phase, nous essaierons de relier les différentes variables du modèle entre elles dans un souci de comparaison.

1^{ère} Partie : Masse monétaire et réalité en Algérie

La monnaie est à la fois un pouvoir d'achat et une unité de compte. En Algérie, c'est selon cette conception dualiste que s'est exprimée la demande de monnaie :

1-en tant qu'unité de compte, pour le producteur, elle émanait des EPE,
2-en tant que pouvoir d'achat, pour le consommateur, elle provenait des ménages principalement.

Cette conception dualiste de la monnaie s'est, en Algérie, posée également comme la résultante des évolutions respectives des diverses variables monétaires concernées : les investissements, les revenus, les prix et la dette extérieure. Celles-ci sont intimement liées entre elles, d'abord par la nécessité économique de financer coûte que coûte la production (la croissance) et ensuite par la nécessité sociale de financer la consommation (les revenus versés). Une telle conception ne pouvait aboutir qu'à des paradoxes.

1.1- Le paradoxe du quantitativisme monétaire en Algérie

En 1980, les dépôts bancaires étaient estimés, au cours des journées d'étude sur la formation et la gestion des moyens de paiements en Algérie organisées en 1986 à Annaba, à 32,255 milliards DA en dépôts à vue et 9,105 milliards DA en dépôts à terme, soit un total de 41,36 milliards, parmi lesquels 13,63 milliards revenaient aux ménages et entreprises privées, ce qui donne un taux de 32,95%. [01]

Certes, avec la loi bancaire N°86-12 du 19 août 1986, la compétence des banques devait être mesurée par l'importance de l'épargne collectée et, par voie de conséquence, justifiée par l'intermédiation réalisée. Mais, malgré l'accroissement des montants déposés dans les comptes à vue et les comptes à terme, les dépôts des particuliers ne représentaient en moyenne, à ce moment là, que 15% de l'ensemble des dépôts bancaires.

La monnaie scripturale est beaucoup plus le fait des EPE que des ménages. Comme il a été démontré dans notre thèse de Magistère, ces derniers ont toujours accordé leur préférence pour la liquidité (surtout, pour des motifs de précaution et de transaction immédiate) et, par voie de conséquence, pour la thésaurisation (surtout, pour des raisons tenant à l'esprit traditionaliste des « bas de laine » et des « coffres de grand-mère »).

Si la masse monétaire en Algérie avait, dans un premier temps, augmenté parce que le financement monétaire des investissements représentait, aux yeux des Pouvoirs Publics algériens, une sorte de pari dans l'avenir, il faut reconnaître que, par la suite, son accroissement résultait davantage de la hausse généralisée des prix. Ainsi, pourrions nous écrire que l'application algérienne de la théorie quantitative de la monnaie avait fini par inverser la sens de la formule.

Au lieu de " $MV = PT$ ", il aurait fallu sans doute poser " $PT = MV$ ".

En effet, dans une économie en contexte de rareté, il est compréhensible de ne pas tenir compte de la vitesse (V) de circulation monétaire, ni des transactions (T). Donc, si les prix augmentent, le besoin d'une plus grande masse de monnaie en circulation se fait sentir. C'est ce qui s'est passé dans les années 70-80 notamment. C'est ce qui est également constaté dans les années 90.

Mode de financement d'un modèle de production socialiste qui a finalement échoué, la monnaie s'est progressivement mue, en Algérie, en mode de financement d'un modèle de consommation complètement emballé et extraverti, dans lequel le dinar aura perdu au minimum six à sept fois de sa valeur au cours des années 80 et plus de dix fois au cours des années 90.

A cet égard, aucune théorie de la consommation et des revenus ne pouvait, à elle seule, expliquer ou justifier un tel phénomène [02].

Conséquence de tout cela : la masse monétaire n'a cessé d'augmenter depuis les années 70. Différentes statistiques nous ont permis de présenter le tableau suivant de son évolution en millions de dinars, de 1970 à 1989, comme suit [03] :

Années	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Millions DA	13.076	13.925	18.139	22.920	24.955	32.320
	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	51.406	65.866	78.902	92.295	107.937	137.890
	1984	1985	1986	1987	1988	1989
	194.717	223.860	226.900	257.900	292.900	326.900

Et, selon le directeur du trésor algérien [04] en 1993, à la veille des accords avec le FMI, la masse monétaire se situe entre 650 et 660 milliards DA, tandis que la dette publique atteindrait 805 à 810 milliards DA.

Compte tenu des obligations du Trésor de racheter, à l'époque, le découvert de 22 entreprises dites déstructurées se chiffrant à plus de 110 milliards DA, la dette publique en cours avoisinerait donc les 920 à 930 milliards DA, ce qui représentait 85 à 90% de la PIB du pays.

1.2- Structure de la masse monétaire en Algérie

Selon les statistiques publiées par la suite, sur les disponibilités monétaires et quasi - monétaires (en Milliards DA), nous relevons que la masse monétaire dépasse déjà les 900 milliards DA en 1996, conformément au tableau suivant [05-a] :

Désignation	1994	1995	1996
Monnaie et Quasi - Monnaie (M2)	723,6	799,6	919,6
<i>Monnaie</i>	475,9	519,1	595,2
- Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
- Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
- Banques	196,5	210,8	238,9
- C.C.P. et Trésor	56,4	58,5	65,7
Quasi - Monnaie	247,7	280,5	324,4

Il est alors possible de disséquer l'ensemble du tableau et spécialiser les données pour une meilleure analyse, comme suit :

Rubriques	1994	1995	1996
1- Quasi-Monnaie	247,7	280,5	324,4
2- Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
3- Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
A = Contreparties de la Masse Monétaire	723,6	799,6	919,6
Avoirs Extérieurs Nets	60,4	26,3	133,9
B = Contreparties moins Avoirs extérieurs	663,2	773,3	785,7
Autres Postes Nets	- 111,3	- 193,8	- 268,6
C = B - Autres postes nets	774,5	967,1	1054,3

Les contreparties monétaires sont composées de monnaie et de quasi-monnaie, comme suit :

	1994	1995	1996
Quasi-Monnaie (M2 - M1 et autres placements)	247,7	280,5	324,4
<i>Monnaie (M1)</i>	475,9	519,1	595,2
Monnaie et Quasi - Monnaie (M2)	723,6	799,6	919,6

Et la monnaie (M1) elle même est structurée de la manière suivante :

	1994	1995	1996
Circulation fiduciaire	223,0	249,8	290,6
Dépôts à vue	252,9	269,3	304,6
<u>Monnaie (M1)</u>	475,9	519,1	595,2

D'aucuns diront qu'il y a là une tendance à l'amélioration à travers une meilleure « intermédiation » (nous en doutons) puisque la valeur des dépôts à vue augmenterait de plus en plus. Malgré tout, le pourcentage des dépôts à vue dans la masse monétaire reste faible; s'il n'a pas une légère tendance à la baisse, il reste tout de même stable: 34,95% en 1994 avec 252,9 milliards DA, 33,68% en 1995 et 33,12% en 1996.

Selon les informations données par le délégué à la planification [05-b] sur les principaux indicateurs monétaires (en pourcentages), la masse monétaire continue d'évoluer au rythme annuel de 15%.

Désignation	1994	1995	1996
Croissance de la masse monétaire M2	15,3	10,5	15,0
Croissance des crédits à l'économie	38,9	84,9	36,5
Liquidité de l'économie	45,5	38,7	34,4
Part de la circulation fiduciaire dans M2	30,8	31,2	31,6

En tous cas, l'évolution est fulgurante: de 1970 seulement à 1996, la masse monétaire est multipliée par 70 fois, ce qui est exagéré. Car, même si le PIB aurait été multiplié par une centaine de fois (de 22,672 millions DA à 2501,9), il ne s'agit là que de valeur nominale, donc une valeur faussée par l'inflation.

Pourtant, en signant les accords du FMI, l'état algérien espérait ainsi réaliser l'équilibre indispensable lui permettant, en comptant sur ses propres « capacités de financement », de relancer l'économie sur le sentier d'une croissance, non seulement débarrassée des effets négatifs de l'inflation, mais aussi capable de faire face aux revendications du front social.

Y aurait-il donc d'autres explications ?

2^{ème} Partie : Modèle FMI et Capacité de financement de l'Algérie

En 1994, la multiplication des violences dans le pays avait fragilisé l'économie déjà exposée au risque d'insolvabilité financière. Le 27 mai de cette année-là, le gouvernement signe un accord de *credit stand-by avec le F.M.I* et accepte les conditions posées par cette Institution Mondiale – à savoir une autre dévaluation de 40% et un *plan d'ajustement structurel (P.A.S)* – afin d'avoir accès à l'aide internationale qui est également subordonnée à la recherche d'un dialogue avec les partis d'opposition, en vue d'aboutir à la paix civile.

Le 1^{er} juin 1994, l'Algérie obtient du Club de Paris, pour la première fois de son histoire, un *accord de rééchelonnement* d'une partie de sa dette publique qui atteint 16 milliards de dollars.

La question est de savoir comment, à partir de là, s'est réalisée l'application du modèle monétaire du FMI en Algérie au milieu de la décennie 90.

2.1- Le Modèle théorique du FMI et ses hypothèses

Certes, le modèle monétaire sur lequel se base le FMI est, en raison de ses hypothèses, à la fois keynésien et monétariste, selon les dires de son propre inventeur, le professeur hollandais Jacques POLAK [06] :

- 1- Keynésien, mettant en jeu le multiplicateur, avec une propension marginale à dépenser égale à 1;
- 2- Monétariste, avec une vitesse de circulation constante.

Ce modèle, qui est dit également de "programmation financière", se fonde sur une série de quatre équations essentielles qui laissent nettement apparaître la tentative du FMI de chercher à combiner pratiquement l'ensemble des vecteurs d'une politique macro-économique d'un pays (budgétaire, cambiale, monétaire, commerciale, etc.):

1^{ère} équation : $\Delta Mo = k. \Delta Y$: La variation de l'offre de monnaie d'un pays (ΔMo) est proportionnelle à celle du revenu du pays (ΔY) par un facteur (k) qui est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie; et par conséquent, $(k) = Mo / Y$.

2^{ème} équation : $M = m.Y$: La demande d'importations (M) est une fonction du revenu du pays (Y), (m) étant la propension marginale à importer de ce pays.

3^{ème} équation : $\Delta Mo = \Delta R + \Delta D$: La variation de l'offre de monnaie (ΔMo) est, par définition, égale à la variation des réserves extérieures du pays (ΔR), majorée de la variation du crédit intérieur du système bancaire (ΔD).

4^{ème} équation : $\Delta R = X - M + K$: La variation des réserves extérieures (ΔR) est, par définition, égale aux exportations (X) diminuées des importations (M), majorées de l'entrée nette de capitaux du secteur non bancaire (K).

2.2- L'application pratique du modèle FMI en Algérie et ses résultats

En 1995, la poursuite des sabotages divers et des freinages dirigés notamment contre le secteur prédominant des hydrocarbures, continue à entraver le redressement de l'économie. L'Etat algérien tente de colmater les brèches et éviter surtout la fracture sociale.

Ainsi, lors de la rencontre entre le gouvernement et l'UGTA du 17 janvier 1994, un accord serait, selon la presse nationale, (07-a) intervenu sur un certain nombre d'exigences des travailleurs, telles que :

- 1- le réexamen du SNMG, du seuil des pensions des retraites, du pouvoir d'achat des travailleurs, des moyens de préservation de l'emploi ;
- 2- la révision en profondeur de la situation des travailleurs de l'éducation ;
- 3- la prise en considération des difficultés des EPE locales (EPEL) et la sauvegarde des droits des travailleurs en cas de restructuration, voire même de disparition de ces EPEL.

C'est dans cet esprit de règlement à l'amiable des questions sociales, lit-on encore sur la presse, (07-b) qu'est intervenu, lors de la rencontre tripartite du 28-10-1994 (gouvernement - UGTA – organisations patronales et professionnelles) un accord portant augmentation de 20% du salaire de base de l'ensemble des travailleurs des secteurs économiques public et privé, applicable en deux tranches : 10% à compter du 1-1-1995 et 10% à compter du 1-7-1995.

Le gouvernement avait bien besoin de ce règlement provisoire sur le plan social. Mais, en avait-il les moyens financiers ? C'est, en tous cas, ce qui lui a permis d'obtenir, le 12 mai 1995, le *rééchelonnement de sa dette* de 3,2 milliards de dollars auprès des

banques. Le 22 mai, Alger signe un *deuxième accord avec le F.M.I., dit de « facilité élargie »*, pour une durée de trois ans, qui tient compte des efforts engagés :

- 1- La libéralisation des prix et du commerce extérieur,
- 2- La disparition en cours du déficit budgétaire,
- 3- La privatisation programmée des entreprises publiques économiques.

Le développement de l'exploitation d'hydrocarbures et son ouverture aux compagnies étrangères représentent par la suite autant de promesses de recettes pour les prochaines années.

En 1996, hommes politiques et gens de la presse, tous parlent de miracle.

La tentative de rechercher quelques-uns de ces résultats économiques éventuels à partir des équations du modèle FMI nous amène, en nous basant évidemment sur les données statistiques officielles, [05-b] aux travaux suivants et, notamment, à la confection du tableau qui suit :

(millions DA)	1994	1995	1996
Revenu = Y	1 201 277,6	1 620 166,5	2 052 226,7
Variations = ΔY	-	418.888,9	432.060,2
Offre monétaire	723.600	799.600	919.600
Variations = ΔMo		76.000	120.000
Importations = M	340.142,4	513.192,5	498.325,5
Variations = ΔM		173.050,1	-14.867
Propension marginale à importer		0,4131	-0,0344
Exportations des hydrocarbures = Xh		8.606 millions \$ = 369137 millions DA	9.730 millions \$ = 496327 millions DA
% dans les exportations [X]		73,75%	66,73%
Exportations hors Hydrocarbures	320.120,5	500.563,0	743.838,9
Variations = ΔXh		180.442,5	243.275,9
Réserves extérieures	60400	26300	133900
Variations = ΔR		-34100	107.600
Crédit intérieur = D	774400	967100	1.054300
Variations = ΔD		192.700	87.200
Capitaux non bancaires	- 111,3	- 193,8	- 268,6

Pour nous faciliter l'analyse et la poursuivre, nous considérerons surtout les années 1995 et 1996, pour lesquelles nous avons le maximum de données.

1^{ère} équation : $\Delta Mo = k. \Delta Y = 76000 = k.418.888,9$ ===== $k = 0,1814$ ===== d'où, la vitesse de circulation monétaire est $v = 1/k = 5,513$.

$\Delta Mo = k. \Delta Y = 120.000 = k.432.060,2$ ===== $k = 0,27$ ===== $v = 1/k = 3,70$

Le résultat de cette première équation est qu'il y a une baisse dans la vitesse de circulation monétaire avec l'application des premières mesures d'ajustement type FMI. En contrepartie, il y a la tendance à l'accroissement de l'offre de monnaie, ce qui va déjà à l'encontre des objectifs des mesures résultant des accords du FMI.

Quoiqu'on dise, en Algérie, la tendance est au financement monétaire encore.

2^{ème} équation : $M = m.Y$ === $0,4131(1620166,5) = 669.291$.

La propension marginale à importer serait en 1995 égale à 0,4131. Or, le pays a importé pour 513.192,5. Cela pourrait signifier donc qu'il avait importé moins que ne

l'aurait exigé la propension marginale, soit 156.098,5 en moins, soit 23,32% en moins des 669.291.

L'année suivante, nous devons avoir : $M = m.Y = -0,0344 (2052226,7) = -70597$.

D'où, $669.291 - 70597 = 598.694$. Malgré la baisse de la propension, les importations ont augmenté de 100.368,5, soit de plus de 20%.

Le résultat est, contrairement à ce qui était attendu de l'application du modèle théorique, que les importations sont loin d'être proportionnelles au revenu, lequel l'est par rapport aux exportations. Elles ne répondent pas à la logique du calcul économique et rationnel : elles se font par à-coups, en fonction du degré d'insistance des besoins de la demande intérieure. C'est ce que nous apprend le tableau suivant.

Années	1994	1995	1996
TOTAL des exportations 10 ⁶ DA	320.120,5	500.563,0	743.838,9
Variations ΔX calculées	-	180.442,5	243.275,9
TOTAL des importations 10 ⁶ DA	340.142,4	513.192,5	498.325,5
Propension marginale à importer calculée		0,4131	-0,0344
Variations ΔM calculées		173.050,1	-14.867
Indices ΔX		100	135
Indices ΔM		100	-91 soit 9 de différentiel
$M = m.Y$		0,4131(1620166,5) = 669.291	-0,0344 (2052226,7) = -70597
Variations ΔY calculées	-	418.888,9	432.060,2
Produit : m.ΔY		0,4131.(418888,9) = 173.043	-0,0344.(432060,2) = -14.862,9
Importations potentielles = $M' = M + m.ΔY$		340142,4 + 173043 = 513.185,4	513185,4 - 14862,9 = 498.322,5
Différentiels d'importation = $M2 - M1$	-	669291-513185,4 = 156105,6	-70597- 498322,5 = -568919,5
Indices différentiels	Base 100	156105,6 : 340142,4 + 100 = 145,9	-568919 : 340142,4 + 100 = 267,2

Quoiqu'on dise, là aussi, la tendance, dans l'absolu, est encore à l'importation, ce qui dénote d'une trop forte dépendance de l'économie algérienne de l'extérieur.

3^{ème} équation : $ΔM_o = ΔR + ΔD = ΔR = ΔM_o - ΔD$

1995	1996
ΔM _o = 76.000	ΔM _o = 120.000
Moins ΔD = 192.700	Moins ΔD = 87.200
ΔR = -116.700	ΔR = 32.800

Cela correspond fort bien au fait que nous avons déjà trouvé une restriction des capacités de financement du pays en 1995, et une légère amélioration en 1996 :

Désignation	1994	1995	1996	1997	1998
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation	-40 744,1	-69 096,9	147 728,7	222 510,9	-30 862,3
= <i>Ressources Courantes</i>	451 858,3	663 424,7	920 457,3	965 324,2	772 398,5
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation (en %)	-8,29%	-9,43%	+19,13%	+29,66%	-3,84%

Il ne s'agit pas évidemment de croire à un quelconque effet du modèle du FMI. En réalité, le redressement de l'économie de 1996 tient non seulement aux conditions climatiques, qui permettent des récoltes abondantes, mais aussi à l'augmentation des cours du pétrole. En octobre est mis en service le gazoduc Transmed, qui relie l'Algérie à l'Espagne à travers le Maroc. Toutefois, la production industrielle décroît au cours de l'année, en raison de la faiblesse persistante des investissements étrangers et de la prépondérance dans ce secteur des entreprises d'État peu rentables. Quoiqu'on dise, à ce niveau encore, il semble, au vu des fluctuations constatées, que le moteur de la croissance soit grippé.

En fait, après avoir, en un temps relativement court, assuré les fondements d'une stabilisation des principaux agrégats (monnaie, prix, budget, réserves de change), on s'est aperçu que le déséquilibre a persisté dans l'édifice économique global, parce que l'impact escompté sur l'investissement (public naturellement, puisqu'il n'y en avait pas d'autre), l'emploi et l'activité productive n'a pas été vigoureux. La rigueur financière et budgétaire l'avait, un certain temps, après l'application du P.A.S du FMI, emporté sur le reste et le souci d'une réserve en devises était même devenu une hantise pour les dirigeants algériens. C'est ce qui doit apparaître logiquement à travers l'application de la quatrième équation.

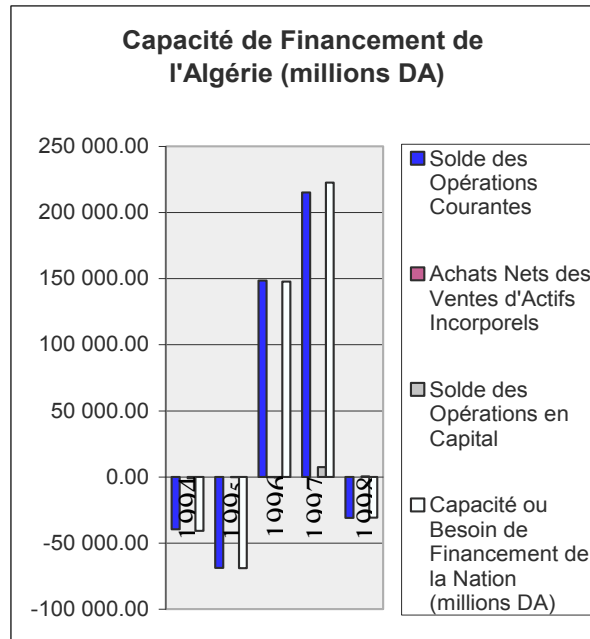
4^{ème} équation : $\Delta R = [X - M] + K$

Exportations hors Hydrocarbures	320.120,5	500.563,0	743.838,9
- Importations	-340.142,4	513.192,5	498.325,5
Reste = (X - M)	-20.021,9	-12.629,5	245.513,4
Variation des réserves extérieures = ΔR		$\Delta R = -116.700$	$\Delta R = 32.800$
Entrée nette de capitaux non bancaires $K = \Delta R - [X - M]$		$-116.700 + 12.629,5 =$ (-104.071)	$32.800 - 245.513,4 =$ (-212.713)

Ces résultats corroborent les données officielles (même si les données chiffrées publiées ne se ressemblent point). Mais, ils sont contraires à l'esprit du modèle monétaire du FMI censé amener l'économie au stade d'une amélioration de sa balance extérieure, fondée avant tout sur un solde positif de sa balance commerciale [X-M] et destinée à accroître ses réserves extérieures [R]. Apparemment, celles-ci augmentent sur la base des entrées nettes de capitaux du secteur non bancaire. Il y a là une contradiction avec le modèle appliqué.

Ainsi, les statistiques officielles publiées sur site Internet nous donneraient le tableau suivant, qui nous permet d'obtenir le graphique correspondant de la capacité de financement :

	1994	1995	1996	1997	1998*
Solde des Opérations Courantes	-39 556,0	-68 847,1	148 478,2	215 071,2	-31 116,6
Achats Nets des Ventes d'Actifs Incorporels	-60,9	-59,7	-343,1	-43,9	-152,9
Solde des Opérations en Capital	-1 127,2	-190,1	-406,4	7 483,6	407,2
Capacité ou Besoin de Financement de la Nation (millions DA)	-40 744,1	-69 096,9	147 728,7	222 510,9	-30 862,3



Les entrées nettes de capitaux non bancaires sont évidemment négatives, ce qui met en doute l'éligibilité de l'Algérie à d'autres crédits extérieurs ou à l'attirance des investisseurs étrangers.

Par conséquent, le soi-disant miracle qui permet au peuple algérien de continuer à « consommer » ne tient pas à l'application des mesures d'ajustement préconisées par les accords du FMI.

A ce jour, les « capitalistes » occidentaux ne se bousculent toujours pas aux portes (et non aux ports) de l'Algérie pour y investir leurs capitaux et permettre à notre économie de se relancer en vue de créer ses propres capacités de financement sur la base d'une véritable production réelle de valeur ajoutée, susceptible d'augmenter son « fonds d'accumulation ».

L'explication des faits est à rechercher ailleurs. Dans leur souci de s'assurer contre l'incertitude et l'entropie au cours des années 90, les pouvoirs publics en sont arrivés, pratiquement dans tous les plans budgétisés annuellement (après, évidemment,

l'abandon pur et simple de la planification globale et pluriannuelle des décennies précédentes), à négliger l'investissement public.

Synthèse

Comme le précise Offerdal, [08-a] la coordination des politiques budgétaire, cambiaire et salariale est aussi déterminante pour la crédibilité de la politique économique et pour la compétitivité extérieure.

Par exemple, au Chili et en Thaïlande après 1984, la baisse du taux de change nominal a entraîné des gains de compétitivité considérables, tandis que l'assainissement budgétaire limitait la hausse des prix intérieurs. Ces progrès ont été appuyés par la suspension de l'indexation systématique des salaires au Chili (1982) et par la souplesse du marché du travail en Thaïlande, ce qui a facilité l'ajustement indispensable des salaires réels. L'amélioration de la viabilité de la politique suivie peut raffermir la confiance du secteur privé en réduisant les craintes d'un changement de cap et réduire les coûts de l'ajustement.

Par ailleurs, l'enquête menée par cet expert du FMI [08-b] a montré que, dans la majorité des cas étudiés par ses soins, l'accroissement observé du taux d'épargne (Chili, Thaïlande, etc.) est venu avant tout de la hausse de l'épargne publique, même si cette dernière a été compensée en partie par un recul de l'épargne privée.

Il est vrai qu'il faut faire attention à ce que cette augmentation de l'épargne publique ne se fasse pas au détriment d'un certain type de dépenses budgétaires, notamment celles qui portent sur l'éducation et la santé de la population.

Daniel Cohen [09] semble, en tenant compte des effets de la mondialisation actuelle de l'économie, opter pour les mêmes orientations même pour des pays riches. Après avoir expliqué que même les pays riches pouvaient s'appauvrir avec la mondialisation actuelle, qui évolue avec ce qu'il a appelé la troisième révolution industrielle (il s'agit bien sûr de la révolution informatique, il en vient à admettre le fait que le « keynésianisme », qui a été à la base de la politique des pays riches après la seconde guerre mondiale, est maintenant en crise, et il est très tentant, bien que cela soit perfide, de tenir la mondialisation pour responsable de ce problème.

« L'État providence », dit-il, cède la place à un état grevé de dettes. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les intérêts au titre de la Dette publique représentent le principal poste de dépenses publiques. L'assainissement budgétaire observé dans nombre de pays s'explique, selon Cohen, non par la crainte de l'inflation ou le niveau du déficit extérieur, mais exclusivement par la contrainte que la Dette publique risque d'exercer sur les recettes de l'État.

Il est vrai que, grâce à la mondialisation financière, les pays peuvent financer plus facilement leur déficit, ce qui les rend vulnérables aux décisions des "investisseurs extérieurs". Mais, ni la régulation macro-économique, ni la lutte contre les inégalités, ne sera en tous cas possible sans que le gouvernement retrouve la maîtrise des dépenses publiques. Il s'agit, donc, pour des pays riches déjà, de réduire les dépenses publiques futiles pour accroître l'épargne publique. Que dire alors des PVD pauvres en capitaux (manque d'épargnants particuliers, faible intermédiation financière et bancaire, solde budgétaire négatif, etc.) ?

Parallèlement aux mesures prises en faveur de l'augmentation de l'épargne publique, il est clair que celle-ci, dans un pays en voie de développement comme l'Algérie, ne

doit pas se retrouver hypothéquée par des phénomènes de la société ou de la démographie. Rappelons, à cet égard, ce qui est généralement écrit sur des pays comme le Maroc, l'Égypte ou le Brésil, où la spéculation sur la terre, les immeubles de luxe ou les devises étrangères détournent une large partie de l'épargne potentielle de l'investissement productif. Il est donc clair qu'il faut faire en sorte que la rentabilité de l'investissement industriel s'élève davantage et qu'existe en parallèle une législation fiscale restreignant fortement l'enrichissement spéculatif et l'enrichissement sans cause, du moins sans cause légale et légitime.

Des mesures complémentaires seront nécessaires pour réformer des services publics tels que ceux de la fiscalité (fraude et évasion) et de la sécurité sociale (retraites) et pour aboutir, entre autres, à la chute du "ratio de dépendance", c'est-à-dire du rapport entre les personnes âgées et les jeunes dans la population active. Sans cela, les moyens de financement pour de nouveaux investissements seront insuffisants. Seul le recours à la planche à billets demeure à la portée des PVD.

Nonobstant ces remarques, il est admis que la timide ouverture de l'économie algérienne sur l'extérieur avait permis, dès la seconde moitié de la décennie 90, à donner des signes encourageants sur le plan de la croissance économique.

Et la presse nationale (10) avait signalé qu'en valeur, le PIB avait doublé entre 1994 et 1998, passant de 1353,6 milliards DA à 2406,6. La croissance du PIB en volume est réelle, puisqu'elle passe de 0,90 en 1994 à 5,10% en 1998.

Pour les seuls Hydrocarbures, elle est passée de -2,5% en 1994 à +4% en 1998. Le tableau suivant est alors publié :

Croissance du PIB (%)			
	1994	1997	1998
Hydrocarbures	-2,5	+6	+4
Agriculture	-11,1	-13,5	+11,4
Industrie manufacturière	-4,40	-3,80	+8,4
Services	+1,70	+2,40	+5,4
Bâtiment	+0,90	+2,50	+2,40
PIB	+0,90	+1,10	+5,10
Dépenses nationales (milliards DA)			
	1994	1997	1998
Consommation	885,5	1528	1647,4
FBCF	426,2	681	740
Variation de stocks	41,7	-13,5	19,2
Total	1353,6	2195,5	2406,6

Si l'on se souvient que la vitesse de circulation calculée est de 5,51, et bien qu'on n'en tienne pas vraiment compte en Algérie, il y a de quoi se méfier des apparences monétaires des flux économiques. Les variations monétaires masquent en fin de compte la réalité du terrain. Plus la vitesse de circulation est forte, moins la quantité de monnaie est importante. Mais, rien ne le prouve tant qu'une étude approfondie du *secteur informel* n'est pas faite. Encore faut-il en avoir la volonté politique et les moyens adéquats.

Telles seraient les principales suggestions à faire à la suite de ce rapide survol du modèle monétaire appliqué ces dernières années en Algérie.

Modèle du FMI ou non, l'on n'est pas sûr de venir à bout des facteurs du « non développement » à partir des "tours d'ivoire" des seuls ministères des affaires étrangères, de l'économie ou de l'industrie.

Il s'agit évidemment d'ouvrir de nouvelles opportunités d'étude, d'analyse et de recherche entre les trois mondes que nous appellerons « R.D.A » :

- 1- Celui de la réflexion, c'est-à-dire l'Université ;
- 2- Celui de la décision, c'est-à-dire l'état ;
- 3- Celui, enfin, de l'action, c'est-à-dire le secteur économique.

Seule l'osmose entre eux permettra de relever également les niveaux de compétence si nécessaires dans un monde bouleversé par « l'immonde diabolisation » de l'économie, où, comme l'a si bien dit le président de la république, au Sommet du millénaire des Nations unies qui s'est déroulé à New York, les 6-8 septembre 2000, [11] « La mondialisation rapproche certes tous les peuples du monde, mais elle exclut la notion de « solidarité » qui tend à être remplacée par celle, plus rigide et spartiate, de « compétitivité »... »

Bibliographie

- 01- BOUACHA Med Tayeb- ISE Annaba - Journées d'étude sur la formation et la gestion des moyens de paiement en Algérie- Mars 1986- Document des communications, p14.
- 02- Article de l'auteur paru dans El-Watan du 20 septembre 1992, page 7. L'article, qui est un extrait de la thèse de Magistère sur le modèle de Consommation algérien des années 70-80, passe en revue les principales théories qui traiteraient de la consommation, beaucoup plus « dans la tête des occidentaux » que sur le terrain concerné, c'est-à-dire loin d'une population algérienne gagnée par la « boulimie », la nourriture du corps étant préférée à celle de l'esprit.
- 03- Sources diverses- FMI Financial statistics, cité par Laksaci, p.131 (années 70-85) opus cité dans thèse de Magistère de l'auteur + Actualité économie N°44 de février 1990-p.9 (années 86-89)+ El-moudjahid 27-12-1989, p.204.
- 04- El-Watan N°901 du jeudi 16-9-1993, p.3: article de R. Bekkat au sujet du Rapport de la commission Algérie 2005/ Atelier sur l'évaluation et les perspectives de l'économie, tenu au Club des Pins les 14 et 15 septembre 1993, p.3.
- 05- Internet Site WEB : <<http://www.ons.dz>> Source: Banque d'Algérie -05-b-Internet Site WEB : <<http://www.ons.dz>> Source : Banque d'Algérie- Réf. a et b.
- 06- POLAK Jacques J., économiste hollandais, chef du Département des études du FMI de 1958 à 1979, considéré comme le "père du modèle monétaire du FMI" plus connu sous le nom de "modèle de Polak"- Le modèle monétaire du FMI, un outil toujours précieux- Finances et Développement, revue du FMI, Décembre 1997, p.17.
- 07- El-Watan lundi 2-1-1995, p1 : article de A. Hadj Ali « Salaires en hausse », Réf. a et b.
- 08- OFFERDAL, Erick C. Economiste norvégien du FMI- Réponse de l'investissement et de la croissance aux politiques d'ajustement »- Revue Finances et Développement- Juin 1996- a (p.19) et b (p.20).
- 09- COHEN Daniel, Richesse du monde, pauvreté des nations- éd. Flammarion, Paris, 1997- traduit par J. Lindenfeld: The Wealth of the World and the Poverty of Nations- MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1998, Finances et Développement/Juin 1999, texte de S. Kane, p.52.
- 10- Le Jeune Indépendant - Bilan des réformes, article de Fodil Hassam- J.I, N°508 du jeudi 30 décembre 1999, p.7.
- 11- Afrique-Relance- Département de l'information des nations unies-vol.14. N°3-octobre 2000- p.11. □